

## Mohammad-Reza Djalili

# Nouvelle géopolitique du Caucase: entre turbulences et périls

Le Caucase est une vieille terre, avec une histoire très souvent caractérisée par de profondes divisions internes et de nombreuses interventions externes, et une géographie (physique et humaine) marquée du sceau de la complexité la plus extrême. Les événements qui se sont déroulés ces dernières années dans cette partie du monde, à l'époque Gorbatchev comme à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, n'ont pas démenti ces caractéristiques. Bien au contraire, ces événements s'inscrivent dans une certaine continuité même si l'époque soviétique avait contribué à «geler» la situation caucasienne et à masquer ses graves contradictions. De plus, durant environ soixante-dix ans, mis à part quelques années pendant la seconde Guerre Mondiale, le Caucase, en tant que partie intégrante de l'URSS, a été tenu à l'écart de la vie internationale, son unique intérêt géopolitique demeurant le fait de constituer la zone frontière de l'Union soviétique avec les pays du Sud, surplombant des régions comme la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient.

*Mohammad-Reza Djalili est professeur associé aux Instituts universitaires de hautes études internationales (IUHEI) et du développement (IUED) à Genève. Politologue, une partie de ses travaux porte sur le Moyen-Orient et le monde turco-iranien. Il a, entre autre, dirigé une publication sur le Caucase: «Le Caucase post-soviétique: la transition dans le conflit», Bruxelles, Bruylant, 1995.*

En 1991, à la suite de l'effondrement de l'URSS et de la proclamation de l'indépendance des trois républiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, le Caucase est réapparu dans le champ stratégique. Cette résurgence a malheureusement coïncidé avec une grave détérioration de la situation interne et inter-étatique aussi bien au Sud qu'au Nord Caucase. Le Grand Caucase tout entier est ainsi entré dans une nouvelle période de grandes turbulences dont il est aujourd'hui difficile à la fois de prévoir la durée et les issues possibles. Les anciens conflits ressurgissent, de nouvelles guerres ont lieu, des crises politiques se succèdent, des rivalités entre puissances externes intéressées à la région se développent. Bref, le Caucase est désormais considéré comme l'une des régions les plus instables du système international, une sorte de Balkans de l'Eurasie, mais des Balkans dotés d'importantes ressources en

gaz et hydrocarbures. Pour bien comprendre les nouveaux enjeux que représente cette région un rapide détour par le passé s'impose.

### Une terre mythique

Situé à la charnière de l'Europe et de l'Asie, le Caucase s'est toujours trouvé tiraillé entre l'Occident et l'Orient. Dans l'imaginaire occidental, cette terre renvoie à des récits mythiques – repaire des Cyclopes et des Amazones, lieu où Jason et les Argonautes auraient recherché la Toison d'Or et surtout emplacement du mont Kazbek, le rochet auquel Prométhée aurait été enchaîné pour avoir dérobé aux dieux le feu et l'avoir donné aux mortels. Les premiers géographes musulmans, fidèles à une conception iranienne remontant probablement aux idées cosmiques babyloniennes, considéraient le Caucase comme faisant partie de la chaîne des montagnes du Kâf qui entoure la terre, séparant le sud civilisé des régions du nord, pays de l'obscurité. Le mot Caucase (al-Kabk en arabe, Kavkaz en turc et d'autres langues) serait dérivé du moyen persan Kâfkoh, la montagne du Kâf (en arménien kapkoh). Dans le Shahnameh de Ferdowsi, le Caucase est appelé Kouh-é kâf.<sup>1</sup> Déjà dans la période qui précède la propagation de l'islam, une distinction est faite entre la Ciscaucasie, occupant le versant nord de la chaîne du Caucase, et la Transcaucasie située au sud de ces montagnes. Outre cette division nord/sud qui subsiste jusqu'à nos jours, une autre caractéristique de la région, c'est-à-dire sa complexité ethnolinguistique, est connue depuis l'Antiquité. Strabon distinguait 26 dialectes caucasiens, tandis que les premiers géographes musulmans attribuaient au Caucase 70 à 72 langues incompréhensibles les unes aux autres. Dans certaines publications arabes on trouve au VIII<sup>e</sup> siècle le chiffre de 300 langues, et la région est qualifiée de Djabal al-alsun, la montagne des langues.

La Transcaucasie, chrétienne dans sa majorité de longue date, est soumise à la conquête musul-

<sup>1</sup> C.E. Bosworth, Encyclopédie de l'Islam (nouvelle édition), article: al-Kabk

mane en 642, avec l'arrivée des premières armées arabes dans la région. Après s'être emparés de la Transcaucasie, les Arabes vont se heurter à la barrière de la chaîne du Caucase. L'islamisation du nord et de certaines régions centrales et occidentales du Caucase prendra plusieurs siècles, sans que pour autant l'islam emporte une victoire complète sur son principal rival dans la région, le christianisme.

### Les russes arrivent

Sous le règne de Catherine II l'avancée russe vers le Caucase prend de l'ampleur. La première phase de la conquête consistera à faire organiser, par les Cosaques, une ligne défensive le long des fleuves Kouban et Terek. Une fois cette ligne établie, les Russes avancent dans deux directions: vers le centre et à l'est, en longeant les côtes de la mer Caspienne. Ils fondent, en 1784, Valadikavkaz («Porte du Caucase», aujourd'hui capitale de l'Ossétie du Nord) qui servira désormais comme point de départ des futures conquêtes russes.

En 1801, avec l'annexion du royaume de Géorgie, débute la deuxième phase de la progression russe. Ayant conquis la Géorgie, la Russie va étendre progressivement son contrôle sur l'ensemble de la Transcaucasie. Pour contrer l'avancée russe et reprendre la Géorgie, la Perse entra, en 1804, en guerre contre la Russie. Bien que les armées iraniennes aient remporté quelques succès au début, la première phase des guerres russo-persanes se termina de manière désastreuse pour l'Iran. Par le traité de Golestan, signé en 1813, la Perse fut contrainte de céder à la Russie, entre autres, les régions de Darband, Bakou, Shirvan, Karabagh. De plus, elle fut obligée de renoncer à toute revendication sur la Géorgie et le Daghestan et abandonner implicitement aux Russes le droit de navigation exclusive sur la mer Caspienne. En 1826, les hostilités reprirent et une fois de plus, malgré un succès initial l'armée persane fut battue. Le 22 février 1828, fut signé le traité de Turkmentchaï, par lequel la Perse cédait à la Russie les provinces d'Erevan et Nakhitchevan.

Après la soumission de la partie méridionale du Caucase, la troisième phase de la conquête russe va concerner les peuples montagnards du nord. Ces peuples vont résister courageusement durant trente-cinq ans (1826-1864). A l'est, sur les bords de la mer Caspienne dans les montagnes du Daghestan, la guerre du Caucase commence en 1829 et se poursuit jusqu'en 1859, date de la reddition du chef avar de la résistance, le cheikh Chamil. Plus à l'ouest, les Tcherkesses, les Oubykhs, les Abakazes, les Circassiens résistèrent et se battirent jusqu'à la limite extrême de leurs possibilités. Des peuples entiers furent rayés de la carte, exterminés, déportés ou contraints à l'exil forcé vers l'Empire ottoman. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle ces peuples perdirent une partie de leur population du fait des déportations stalinienne de 1943-44. Mais dès le XIX<sup>e</sup> siècle, l'occupation militaire fut accompagnée par l'installation de colons russes, ukrainiens, cosaques etc. dont la présence devait à la fois combler le vide laissé par l'extermination et le départ des populations locales, et favoriser une implantation démographique slave puissante et continue jusqu'à l'effondrement de l'URSS. Ces mouvements de populations eurent pour conséquence de réduire les petits peuples du Nord-Caucase à l'état de minorité dans leur propre pays.<sup>2</sup>

En 1917, l'effondrement de l'Empire russe ouvre une brèche dans l'histoire de la Transcaucasie qui du-

rant quelques temps semble désormais échapper à l'emprise du pouvoir de Moscou. En avril 1918 est même créée une République fédérative de Transcaucasie regroupant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. A peine quelques semaines plus tard celle-ci est dissoute et les trois pays membres forment trois Etats indépendants dont la vie sera très brève. En 1922, les trois républiques vont former, au sein de l'Union soviétique, qui se met en place, la République socialiste fédérative de Transcaucasie, supprimée dès 1936. Ses trois composantes deviennent désormais, en tant que Républiques socialistes soviétiques, membres de l'URSS et le resteront jusqu'à la fin de celle-ci.

### La recomposition géopolitique

A partir de 1991, le Caucase «déssoviétisé» sort de son isolement séculaire et redevient un carrefour géopolitique qui suscite les convoitises de ses voisins, les intérêts des puissances externes à la région, les ambitions des compagnies pétrolières et les avidités des «nouvelles» personnalités politiques locales ainsi que de leurs proches ou rivaux. Un nouveau «Great game», infiniment plus complexe que celui qui existait entre Russes et Anglais dans ces mêmes régions au XIX<sup>e</sup> siècle, se met en place dans un contexte déjà conflictuel où la faiblesse et la fragilité des nouveaux Etats sont confrontées aux ambitions démesurées de leurs dirigeants mais aussi aux craintes des puissances externes, proches et lointaines. Tout ceci entraîne des bouleversements et réorientations aboutissant à une nouvelle configuration géopolitique dont les traits saillants se cristallisent schématiquement autour de quatre paramètres: les conflits armés, le processus de formation des nouveaux Etats indépendants, les enjeux de l'espace caspien et le rôle des puissances régionales et internationales.

### Les conflits

Au Caucase, les conflits armés en cours, les conflits apaisés mais non résolus et les conflits po-

<sup>2</sup> Sur la conquête du Nord-Caucase voir: Marie Bennigsen Broxup (et autres), *The North Caucasus Barrier. The Russian Advance toward the Muslim World*, Londres: Hurst and Company, 1992, pp. 1-111

tentiels sont nombreux et de natures très variées ce qui rend leur classement très difficile.<sup>3</sup> En partant de l'état présent des conflits, il faut placer la confrontation russo-tchéchène en tête de liste puisque la «deuxième» guerre de Tchétchénie, qui a débuté en août-septembre 1999, se poursuit toujours à l'heure actuelle. Cette guerre du Caucase est très particulière car elle présente à la fois des aspects de guerre de libération nationale, de conflit ethnique, de revendication territoriale et surtout elle signifie la mise en cause des frontières internationales de la Russie, ce qui aux yeux de Moscou est inacceptable. Par contre, en Transcaucasie, la position russe par rapport aux divers conflits armés est différente ne s'agissant plus ici de la préservation de l'intégrité territoriale de la Russie mais plutôt de la défense de ses intérêts stratégiques, politiques et économique dans cet «étranger proche» qu'elle considère toujours comme sa zone d'influence historique. Ce qui explique son intervention, plus ou moins directe, dans la plupart des conflits du Sud.

Dans cette partie du Caucase, les affrontements armés, qui ont fait rage de la fin des années quatre-vingts jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, sont aujourd'hui dans l'ensemble apaisés. Cependant, les cessez-le-feu instaurés n'ont jamais abouti à la résolution des conflits et il existe théoriquement à tout instant un risque de reprise des combats. On peut distinguer parmi ces conflits, le conflit arméno-azeri (1988-1994) d'une part et, d'autre part, les «conflits géorgiens». Le premier conflit s'articule autour de la question du Haut-Karabagh, enclave arménienne située en territoire azeri qui revendique son rattachement à l'Arménie ou à défaut l'indépendance. Cette revendication a engendré un conflit armé grave qui a fait de nombreuses victimes et entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes. A l'heure actuelle, le Haut-Karabagh est sous contrôle arménien contrôle qui s'exerce aussi sur la portion du territoire azerbaïdjanais reliant l'enclave à la République d'Arménie, et il échappe ainsi

<sup>3</sup> Voir Uwe Halbach, «The Caucasus as a Region of Conflict», *Aussenpolitik*, no 4, 1997, pp. 358-367.

à la souveraineté de Bakou. Depuis le cessez-le-feu intervenu en 1994, un calme relatif règne dans la région, mais tous les efforts de la communauté internationale pour trouver une solution à ce conflit sont restés vains, et surtout les propositions de l'OSCE, chargée de trouver des solutions à travers le groupe de Minsk (Russie, Etats-Unis, France), n'ont pas été jugées acceptables par les parties en présence. Les conflits géorgiens, bien que concernant aussi des territoires autonomes au sein de la république, sont de type différent: ils n'opposent pas deux Etats Caucasiens et relèvent de la nature multi-ethnique de la Géorgie.

Le plus important des «conflits géorgiens» est celui d'Abkhazie, République autonome située au bord de la mer Noire, dont les Abkhazes constituaient à peine 18% de la population totale au moment de l'effondrement de l'URSS et les Géorgiens 45%. Depuis l'indépendance de la Géorgie, les Abkhazes ont réclamé le rattachement de leur république à la Russie ce qui a entraîné une escalade dans le conflit inter-ethnique et l'intervention des forces armées géorgiennes en août 1992. En réponse, le président abkhaze V. Ardzinba a lancé une offensive avec le soutien de la Confédération des peuples du Caucase et les militaires russes stationnés en Abkhazie. Les forces géorgiennes ont essuyé une cuisante défaite et la population d'origine géorgienne a été contrainte de quitter l'Abkhazie. Depuis lors, une force de maintien de la paix de l'ONU, essentiellement composée de Russes, contrôle le cessez-le-feu.

L'autre conflit concerne l'Ossétie du sud. Les Ossètes représentent une population d'environ 600 000 personnes au Caucase, dont 440 000 vivaient, avant la guerre, dans la République autonome de l'Ossétie du Nord, faisant partie de la Fédération de Russie, 65 000 dans la Région autonome de l'Ossétie du Sud, située en Géorgie, et 95 000 dans le reste de la Géorgie. Dès 1989, les Ossètes du Sud réclamèrent plus d'autonomie et le passage de leur territoire au statut de République autonome au sein de la Géorgie. Mais les démonstrations de force des nationalistes géorgiens dans la région provoquèrent la panique de la po-



Oriensce Voyages

Spécialiste du Moyen Orient

- ✓ Circuits culturels
- ✓ Plongée sous-marine
- ✓ Séjours "à la carte"

NOUVEAU !  
CIRCUITS EN  
ARABIE SAOUDITE

9, rue Chouet  
CH-1202 Genève

info@oriensce.ch

☎ 022 9103773  
☎ 022 9103770

pulation, des affrontements armés eurent lieu et un conflit s'engagea. Depuis, les Ossètes demandent leur rattachement à l'Ossétie du Nord, donc à la Russie, et les Géorgiens essayent de maintenir l'intégrité territoriale de leur Etat. En juin 1992, à la suite de la rencontre entre Yeltsin et Chevardnadze, un cessez-le-feu fut conclu et depuis une force de maintien de la paix a été mise en place avec la participation des Russes, Géorgiens et Ossètes.

Quant aux conflits armés potentiels, il existe malheureusement plusieurs possibilités de déclenchement de nouveaux affrontements violents. Ainsi, il y a encore des risques de conflits de type ethnique en Géorgie (en Adjarie, région frontalière avec la Turquie où vivent plus de 400 000 Géorgiens de confession musulmane et en Javakheti où 90% des 235 000 habitants sont ethniquement Arméniens) et en Azerbaïdjan (différentes minorités et surtout les Lezghins au nombre de plus de 252 000 vivant au Nord Azerbaïdjan et au Sud Daghestan). Une autre forme de conflictualité possible est fonction d'une éventuelle extension des conflits actuels à d'autres régions limitrophes comme le risque de prolongement de la guerre de Tchétchénie au Daghestan ou en Ingouchie. Une troisième source de tensions, que l'on ne peut aujourd'hui totalement exclure, est plutôt de nature économique. C'est le cas de l'exploitation du pétrole en mer Caspienne et de l'acheminement des hydrocarbures vers les marchés de consommations qui, comme on le verra plus loin, peuvent engendrer rivalités et dissensions. Enfin, aux divergences à l'intérieur et entre les Etats du Caucase, il faut aussi ajouter aussi les risques des tensions toujours possibles avec les pays voisins: Russie, Turquie et Iran.

### Une construction étatique problématique

L'édification des nouveaux Etats indépendants en tant que systèmes politiques organisés, capables de gérer plus ou moins bien les problèmes socio-économiques, de garantir une certaine stabilité et promouvoir progressivement les institutions démocratiques et la transition d'une économie étatique à une économie de marché, est un échec re-

tentissant partout en Transcaucasie. Pourtant, en 1991, il était possible d'imaginer qu'après les trois états baltes, les trois républiques du Caucase avaient de meilleurs atouts que les autres Etats ex-soviétiques pour s'en sortir. La Géorgie et l'Arménie avaient une identité nationale forte et ancienne; la première était en outre la meilleure destination touristique de l'Union et la deuxième jouissait d'une avance technologique et d'une influente diaspora. Quant à l'Azerbaïdjan, il avait du pétrole, un secteur agricole assez développé et pouvait aussi compter sur le soutien des pays musulmans voisins comme l'Iran et la Turquie. Aujourd'hui, dix ans après, force est de constater qu'aucun des trois pays n'est parvenu à utiliser ses atouts au mieux de ses intérêts et que le fossé entre les pays du Caucase et ceux de la Baltique s'est très fortement élargi. Cette situation ne s'explique pas uniquement du fait que ces derniers ont bénéficié du soutien européen. Les conflits armés sont évidemment la cause principale de cette situation, mais aussi une part de responsabilité incombe également aux élites dirigeantes incapables de trouver des solutions acceptables aux conflits, de mettre en places des structures étatiques plus ou moins efficaces, de lutter contre la corruption généralisée qui gangrène toute la société. La mauvaise gouvernance, l'autoritarisme, le népotisme, le clanisme, l'insécurité, la détérioration de la situation sanitaire, de l'enseignement etc. ont fait qu'aujourd'hui tous ceux qui ont les moyens – et ce sont souvent les gens les mieux formés – préfèrent quitter leur pays. Ces facteurs contribuent à fragiliser la région, à rendre possibles des situations chaotiques qui peuvent entraîner des explosions de violence, des tensions entre clans rivaux, des coups de force, tout en fournissant des prétextes à des interventions externes etc. avec d'évidentes conséquences sur les conditions géopolitiques de la région et parfois même bien au-delà de ces terres enserrées entre la mer Noire et la mer Caspienne.

### L'espace Caspien

L'exploitation du pétrole et du gaz de la mer Caspienne conditionne l'ensemble de la géopoli-

tique du Caucase ainsi que du reste de l'Asie centrale. Cette question est donc d'importance et mérite une étude détaillée qui ne peut évidemment s'envisager ici.<sup>4</sup> Rappelons simplement les trois données essentielles de la question: le potentiel des réserves, le statut juridique de la Caspienne et la question de l'acheminement du pétrole et du gaz. En ce qui concerne le potentiel des réserves de pétrole, il semble qu'il faille désormais abandonner l'idée de la «Caspienne nouveau golfe Persique» et opter pour l'estimation réaliste «Caspienne = mer du Nord», autrement dit revoir à la baisse les réserves prouvées, estimées un temps à 16%, à environ 2 à 3% des réserves mondiales. Quant aux réserves de gaz, elles sont estimées entre 6,68 trillions et 9,53 trillions de mètres cubes par l'Administration américaine, soit à peu près l'équivalent des réserves de l'Amérique du Nord. La question du statut juridique représente un véritable obstacle au développement des projets d'exploitation. Depuis 1991, les pays riverains de la Caspienne sont passés de deux (URSS, Iran) à cinq (Russie, Iran, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan) et ils ne sont toujours pas parvenus à ce jour à s'entendre sur le nouveau statut de la mer et la fixation de leurs frontières maritimes respectives, ce qui peut être à l'origine de futures tensions, heurts voire conflits. La question tourne autour de la définition de la Caspienne comme mer ou lac. La réponse à cette question soulève d'autres questions comme: l'exploitation en commun de la zone internationale ou le partage? selon quels critères organiser l'exploitation en commun? selon quelles modalités procéder au partage? Enfin, reste la question de l'acheminement du pétrole et du gaz vers les pays consommateurs, question épineuse s'il en est pour des pays producteurs enclavés. Sans entrer dans les détails, notons simplement que les entraves politiques, économiques et sécuritaires sont aujourd'hui telles qu'aucun des projets envisagés ne donne entière satisfaction. Tant que ces obstacles existent et tant que les considérations politiques et stratégiques conduisent

<sup>4</sup>M.R. Djalili et T. Kellner, «Pétrole et gaz de la Caspienne, entre mythe et réalité», *Transitions*, vol. XXXIX, no 2, 1998, pp. 121-158

les Etats-Unis à favoriser les projets ayant pour objectif le contournement de la Russie et surtout de l'Iran, seuls pays riverains de la Caspienne et dont les territoires ont aussi accès à des mers «ouvertes», la plupart des projets risquent de rester sur papier et probablement ne jamais se réaliser.

### Enjeux régionaux et internationaux

Plusieurs autres facteurs expliquent le renouveau de l'intérêt stratégique pour le Caucase, dont les ambitions des pays voisins. Parmi les trois voisins, la Russie occupe toujours, malgré toutes ses faiblesses, une place de choix sur l'échiquier du Caucase. Le Nord Caucase fait partie intégrante de la Russie, la Transcaucasie a été sous domination russe durant plus d'un siècle et demi, et Moscou considère toujours les frontières de l'ex-URSS comme les limites de son périmètre de sécurité. Cependant, la politique russe manque de moyens, surtout économiques, pour s'exercer pleinement au Caucase. Aussi est-ce en s'appuyant sur leurs moyens militaires et les rapports qu'ils entretiennent avec certains groupes que les Russes mènent leur politique dans la région. Ils jouent dans les conflits à la fois le rôle de pyromane et de pompier, et n'hésitent pas de passer du registre de chef d'orchestre à celui de médiateur. Cette politique vise à la fois la sauvegarde des intérêts économiques de la Russie dans les affaires pétrolières et gazières, le rappel aux autorités locales (ainsi qu'aux Américains et aux Turcs) que le Caucase fait toujours partie de leur zone d'influence et que seuls les Russes possèdent des bases militaires dans la région pouvant servir, si besoin, au maintien de l'ordre et de la sécurité. Pas étonnant dans ces conditions que dans les rapports de la Russie avec les pays occidentaux et leurs alliés au Caucase règne une logique qui rappelle quelque peu les rivalités «Est-Ouest» d'antan.

La politique iranienne au Caucase est largement guidée par des considérations géopolitiques et n'a guère d'ambitions idéologiques comme la promotion de l'islamisme, et ce malgré le fait qu'ici, contrairement à la région de l'Asie centrale, il existe un pays à population très majoritairement

chi'ite à savoir l'Azerbaïdjan. Cette attitude est justifiée par l'existence dans ce dernier pays d'un groupe de militants panturquistes entretenant le mythe du «Grand Azerbaïdjan» et favorable à une politique irrédentiste visant à l'union avec l'Azerbaïdjan iranien. De ce fait, les relations entre Téhéran et Bakou sont plutôt froides, d'autant plus que l'Azerbaïdjan fait tout pour écarter Téhéran des consortiums pétroliers qui projettent de participer à l'exploitation du pétrole azeri. En outre, les rapports privilégiés qu'a établi l'Azerbaïdjan avec les Etats-Unis et Israël, ne plaisent guère à la République islamique. Dans cette perspective, il est naturel que l'Iran entretienne les meilleurs relations avec son voisin l'Arménie et des rapports cordiaux avec la Géorgie tout en étant l'allié de fait de la Russie dans la région.

Quant à la Turquie, elle considère que son allié naturel au Caucase est, pour des raisons linguistiques, l'Azerbaïdjan. Elle pense aussi que ce pays est la porte de la Turquie vers l'Asie centrale et qu'il peut contribuer à réduire un handicap d'Ankara: l'absence de contiguïté territoriale avec «l'aire turcophone». De cette politique les considérations économiques ne sont pas absentes. Il s'agit encore une fois du pétrole d'Azerbaïdjan, dont la Turquie veut participer à la fois à l'extraction et à l'acheminement, bien évidemment à travers son territoire national. Cette politique ainsi que le soutien matériel et militaire accordé à Bakou dans le conflit du Haut-Karabagh, ne contribuent en rien à la normalisation des relations avec l'Arménie, pays avec lequel, par ailleurs, la Turquie a un grave contentieux historique. Par contre, avec la Géorgie, les relations politiques et économiques se développent sans difficultés majeures.

La politique iranienne et la politique turque au Caucase souffrent d'un certain nombre d'handicaps. La nature islamique du régime de Téhéran soulève des craintes et surtout empêche l'Iran de trouver des soutiens extérieurs nécessaires au déploiement de sa diplomatie. La Turquie, quant à elle, surestime sans doute l'importance des affinités linguistiques dans les relations internationales. Mais les deux Etats sont surtout dépourvus de moyens financiers suffisants pour mener une poli-

tique efficace dans une région qui manque désespérément de ressources matérielles. Seuls les pays riches, et à leur tête les Etats-Unis, les pays européens et le Japon, sont capables d'investir des sommes importantes dans la région. Mais pour que leurs politiques réussissent, il faut, d'une part, que leurs secteurs privés soient convaincus de la rentabilité de leurs investissements et, d'autre part, qu'il existe une certaine stabilité politique et des structures juridiques garantissant le bon fonctionnement de leurs affaires. Outre ces conditions, qui ne sont pas à ce jour pleinement remplies, se pose une autre question fondamentale: la compatibilité entre la politique des Etats et celle des grandes compagnies multinationales. A ce propos, la politique de l'Administration américaine à l'égard du Caucase et du bassin de la Caspienne ne répond pas toujours à la même logique que celle des sociétés pétrolières fonctionnant sur des considérations plus économiques que diplomatiques. ♦

### Zusammenfassung

Der Schwerpunkt des Artikels liegt auf der Neuausrichtung der im Kaukasus relevanten Machtfaktoren nach dem Zusammenbruch der Sowjetunion. Das Zusammenspiel dieser Faktoren ist ungleich komplexer als zur Zeit des «Great game» im 19. Jahrhundert. Konflikte wie derjenige um Berg-Karabach, Abchasien oder Ossetien sind zwar derzeit nicht akut, können aber rasch wieder aufbrechen. Nicht nur die Vielfalt der Völker und Sprachen lassen weitere Konflikte als denkbar erscheinen, auch der Kampf um Erdgas- und Erdölreserven bzw. um die Kontrolle ihrer Transportwege und das Ringen um die innenpolitische Ausrichtung der Kaukasus-Staaten sowie schliesslich die Interessen der grossen Nachbarn (Russland, Türkei, Iran) tragen zur Instabilität bei.

Raoul Motika

## Gesichter des Islam im nachsowjetischen Aserbaidschan\*

Pakistanische Missionare in Gänçä, türkische Moscheen in Baku und iranische Mullahs in den Dörfern der Abscheron-Halbinsel. Beschäftigt man sich mit dem Islam in den ehemaligen Sowjetrepubliken, hört man von vielen Seiten – westlichen, russischen oder einheimisch-nationalistischen – Geschichten über die Renaissance des Islam in jenen Republiken, die der Gefahr ausgesetzt seien, unter den Einfluss ausländischer, zumeist radikalislamischer Gruppen und Staaten zu geraten.

Vor dem Hintergrund meiner langjährigen Beschäftigung mit Aserbaidschan habe ich im Sommer 1997 (und während eines zweiten, kürzeren Forschungsaufenthalts im Herbst 1998) versucht, einen systematischen Überblick über die Entwicklung des Islam und seiner Institutionen in Aserbaidschan zu erarbeiten. Angeregt durch das Netzwerk-Projekt von Roman Loimeier

*Dr. Raoul Motika, geboren 1961. Studium in München, Izmir und Teheran. Promotion mit einer Arbeit zur iranischen Pressegeschichte 1997 an der Universität Heidelberg. Seit 1997 Hochschulassistent in Heidelberg, Arbeit an einer Habilitationsschrift («Die türkische Da'wa und die Entwicklung des Islam in Aserbaidschan und der Russländischen Föderation im letzten Jahrzehnt des 20. Jahrhunderts»). Forschungsschwerpunkte: Osmanische und neuere iranische Geschichte, Entwicklung des Islam und der politischen Situation in der Türkei, in Iran und Kaukasien.*

er (Universität Bayreuth) und Stefan Reichmuth (Universität Bochum) wollte ich während meines Forschungsaufenthaltes besonders auch Informationen zu internationalen, regionalen und nationalen Netzwerken aserbaidshischer Muslime sammeln. Während der Projektdurchführung stellt sich mir die grundsätzliche Frage, inwieweit dieser Ansatz, v.a. bei zeitgenössischen Fragestellungen, überhaupt fruchtbar sein kann. Die uns zur Verfügung stehenden Instrumente wie das persönliche Interview und die Auswertung von Tageszeitungen und anderen Druckwerken führen, selbst bei kriminalistischem Spürsinn, nur zu Informationen oberflächlicher, oft irreführender Natur, wenn sie nicht gar von den jeweiligen Informanten aus verschiedensten Gründen ganz

bewusst zur Täuschung eingesetzt werden.

Ein Beispiel: Hacı Abdül, der «Leiter» der recht grossen historischen Imam Hüseyin Mäscidi in der Bakuer Altstadt, empfing mich im traditionellen Habit eines Mullahs gewandet und unter einem Portrait des iranischen Revolutionsführers Imam Chomeini zu einem zweistündigen Inter-

\* Eine erweiterte Fassung dieses Texts wird im Jahr 2000 erscheinen in: Vernetzungen in der islamischen Ökumene. Möglichkeiten und Grenzen der Netzwerkanalyse als einer Forschungsmethode, Hgg. Roman Loimeier / Stefan Reichmuth, S. 128-40.